

Zeitschrift: Femmes suisses et le Mouvement féministe : organe officiel des informations de l'Alliance de Sociétés Féminines Suisses

Herausgeber: Alliance de Sociétés Féminines Suisses

Band: 79 (1991)

Heft: 12

Artikel: CN 2000, c'est fini

Autor: Ricci Lempen, Silvia

DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-279828>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 12.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

CN 2000, c'est fini

Retrait inattendu d'une initiative qui voulait réaliser la parité des sexes en politique.

Lancée le 24 janvier dernier dans l'euphorie du 700e, l'initiative Conseil national 2000, qui visait à réaliser une représentation paritaire des femmes et des hommes au Conseil national, a été retirée sept mois avant l'expiration du délai de récolte des signatures. Si sa finalité ultime faisait l'unanimité parmi les féministes suisses, le moyen préconisé – élection séparée par sexe – soulevait de nombreuses réticences parmi les femmes engagées (cf. FS février 1991). J'ai demandé à notre collègue Simone Chapuis, présidente romande de l'Association pour les droits de la femme, une des sept associations initiantes, si c'est dans ces réticences qu'il faut chercher la cause du retrait.

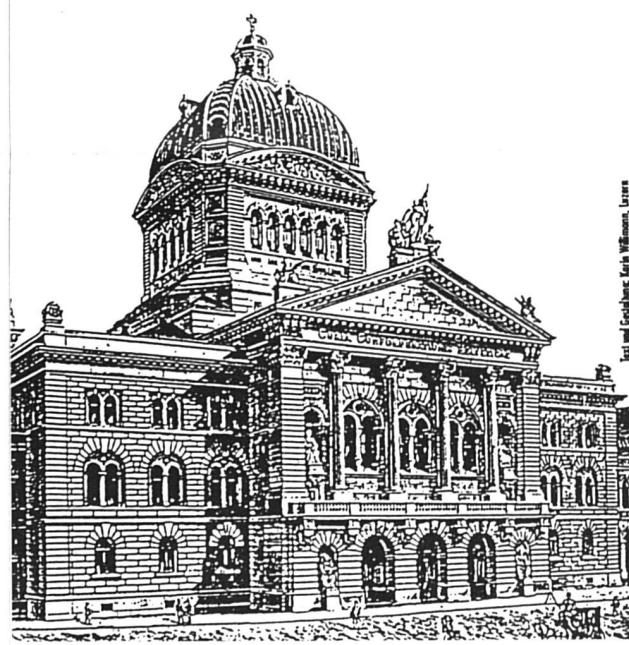
Simone Chapuis – Il est vrai que nous n'avons pas été soutenues par l'ensemble du mouvement féministe, mais il est toujours difficile de rassembler tout le monde derrière une même bannière, et je dirais qu'au cours des derniers mois l'idée avait mûri chez beaucoup de femmes qui avaient commencé par la rejeter, à gauche comme à droite. Le vrai problème, avec cette initiative, c'est que nous avons fait les choses à l'envers. Nous l'avons lancée un peu à la hâte, pour profiter de l'«année de l'utopie», sans prendre le temps de mettre en place des structures solides.

FS – Comment avait démarré la récolte des signatures ?

SCH – Par -14 degrés ! C'était le 7 février dernier, à Berne, le jour du vingtième anniversaire du suffrage féminin. On se gérait sur la place du Palais fédéral... Ensuite, il y a eu plusieurs mois où la récolte a continué, mais de manière peu systématique, faute sans doute d'une répartition rigoureuse des tâches entre les associations. Plusieurs parmi les personnes les plus actives se sont trouvées confrontées à des

Frauen gehören ins Haus:

Wählt Frauen ins Bundeshaus!



Il faudra encore attendre...

problèmes personnels qui les ont obligées à mettre un frein à leur engagement. Dix-huit mois de récolte de signatures, c'est long...

FS – Est-ce que le 14 juin n'a pas constitué une occasion fantastique de faire signer les gens ?

SCH – Oui et non. En Suisse alémanique, certainement. En Suisse romande, les comités d'organisation de la grève n'ont pas toujours souhaité s'associer avec nous. Nous n'étions pas assez nombreuses, la récolte aurait pu être beaucoup plus intense.

FS – A quel moment a-t-on senti venir une certaine démotivation parmi les initiates ?

SCH – Déjà au mois d'avril la représentante de l'OFRA (Organisation pour la cause des femmes) affichait un certain pessimisme. Et puis certaines initiates étaient préoccupées par les questions financières au point qu'on n'arrivait pas à parler d'autre chose.

Le 8 novembre, lors de notre dernière séance, le comité d'initiative s'est retrouvé cassé en deux camps, l'un favorable au maintien, l'autre favorable au retrait. Le découragement de certains groupes locaux a fait pencher la balance.

FS – Il est quand même curieux de prendre cette décision de retrait juste au moment où les mauvais résultats des élections pour les femmes pouvaient motiver les hésitantes !

SCH – Bien sûr, c'est terriblement dommage. Nous battons en retraite au moment le plus favorable.

FS – Comment ressens-tu cet échec ?

SCH – Je suis particulièrement déçue en tant que co-présidente de l'ADF, de même que ma collègue alémanique.

Pour les autres associations, cette initiative était une action parmi d'autres. Pour nous, elle correspondait à notre vocation première. Nous y avions beaucoup investi. Nous étions vraiment convaincues que c'était une occasion unique pour faire avancer la discussion sur la place des femmes dans notre démocratie.

Sur le plan personnel, je ne veux pas perdre espoir. Après tout, nous avons réussi quand même à beaucoup faire parler des femmes en cette année de 700e.

Peut-être que le travail accompli aura servi à constituer une sorte d'humus sur lequel pourront pousser des germes de réformes concrètes.

Propos recueillis par
Silvia Ricci Lempen